

UNIVERSITÉ JOSEPH KI-ZERBO

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

Laboratoire Genre et Développement

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*



Analyse des programmes politiques des candidats à
l'élection présidentielle du 22 novembre 2020



#agircontrelésinégalités



Introduction

Depuis 1991, le Burkina Faso organise à des intervalles réguliers des élections présidentielles, législatives et municipales. Le pays a en effet organisé depuis cette date, cinq élections présidentielles (1991, 1998, 2005, 2010 et 2015) ; six élections législatives (1992, 1997, 2002, 2007, 2012 et 2015) et trois élections municipales générales (2006, 2012 et 2016). Il s'est donc installé depuis, lors une culture du vote et les populations et animateurs des partis politiques sont toujours préparés. Cette culture électorale est régie par des normes pratiques dans le sens d'Olivier de Sardan (2015) plus ou moins partagées par les candidats et les électeurs. Ces normes concernent la forte présence de l'argent dans les différentes décisions prises dans le processus électoral.

Les élections constituent une séquence sociale qui a sa propre temporalité officielle, avec une campagne électorale qui commence avant les élections et s'achève l'avant-veille au soir. Aussi les différents candidats présentent aux populations des programmes et projets de société à partir desquels ils sollicitent les suffrages. Dans leur philosophie, les programmes et projets politiques sont censés à contribuer à la création d'une société juste et équitable. Cela s'explique par le fait que les sociétés connaissent d'énormes inégalités dans tous les pans de la vie sociale. De l'éducation à la santé, en passant par le logement, les droits humains, le genre, la fiscalité, le Burkina Faso fait face à d'énormes difficultés.

Pour les élections du 22 novembre 2020, une coalition d'organisations de la société civile conduite par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) la Confédération paysanne du Faso (CPF), le Balai Citoyen, l'Association des Femmes Juristes du Burkina Faso (AFJB), avec le soutien de Oxfam et de la coopération Danoise, a

entamé une campagne de plaidoyer auprès des candidats à l'élection présidentielle. Ce travail a commencé par une analyse des programmes de neuf candidats aux élections présidentielles que BARRY Tahirou, DIABRE Zéphirin, FARAMA Prosper, KABORE Christian Roch, OUEDRAOGO Kadré Désiré, OUEDRAOGO Noel Gilbert, KAM Yéli Monique, KOMBOIGO Eddie, SOMA Abdoulaye, dans l'optique de voir comment, ils s'engagent à réduire les inégalités à travers leurs programmes.

L'analyse des programmes des neuf candidats permet de voir que de façon générale, les inégalités sont moyennement prises en compte. Si dans les secteurs comme l'éducation, la santé, tous les candidats sont dans la dynamique de travailler à réduire les inégalités, dans d'autres secteurs, comme l'adaptation au changement climatique, la protection sociale, la femme est autre : plusieurs candidats n'en parlent pas, et ceux qui en parlent restent vagues. Il n'existe pas d'éléments concrets qui permettent de juger de possibilité de travailler à diminuer les inégalités dans le court terme.

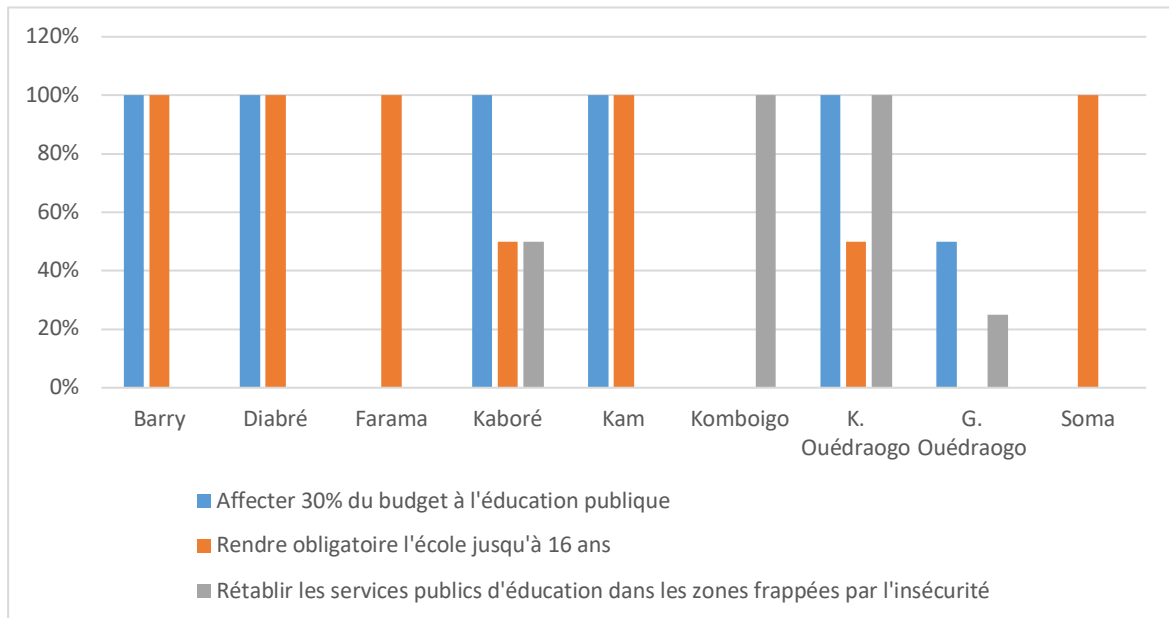
Analyse des neufs points

Une éducation publique universelle, gratuite, de qualité et accessible pour tous et toutes avec un accent sur l'éducation préscolaire, l'enseignement et la formation technique professionnelle : un moteur indispensable pour relancer l'ascenseur social

L'analyse des engagements des neufs candidats sur ce premier laisse voir qu'aucun candidat ne s'est engagé sur les trois sous-éléments de ce premier point. Moins de la moitié des candidats, soit 4 se sont engagés sur deux sous-éléments (30% du budget national et l'obligation scolaire). Seuls deux candidats : Rock Kaboré et Kadré Ouédraogo se sont engagés à la fois à affecter 30% du budget national à l'éducation, à rendre obligatoire l'école jusqu'à 16 ans, et enfin à créer un plan de rattrapage pour les enfants

déplacés à la suite de l'insécurité. Dans le Graphique n°1, il est fait la synthèse des engagements des candidats sur ce premier point.

Graphique 1. Engagement dans le secteur de l'éducation¹



Source : programmes politiques des candidats

Dans ce premier point, en allant en profondeur pour prendre en compte la question du renforcement de l'accès des filles au niveau post-primaire, secondaire et supérieur, on observe que les propositions des candidats ne s'y sont pas trop intéressées.

¹ Dans le principe de la construction des graphiques, nous avons retenu de façon opérationnelle, trois éléments simples : toutes les mesures opérationnelles reçoivent un score de 100 points, les mesures floues et difficiles à saisir, 50 points, 25 points pour les propositions qui manquent d'ambition, et les mesures qui vont à l'encontre des principes énoncés dans le Manifeste, reçoivent un score de - 50. L'absence de prise d'engagement donne 0 point.

Tableau 1. Synopsis des propositions des candidats sur l'accès des filles au post-primaire, secondaire et supérieur

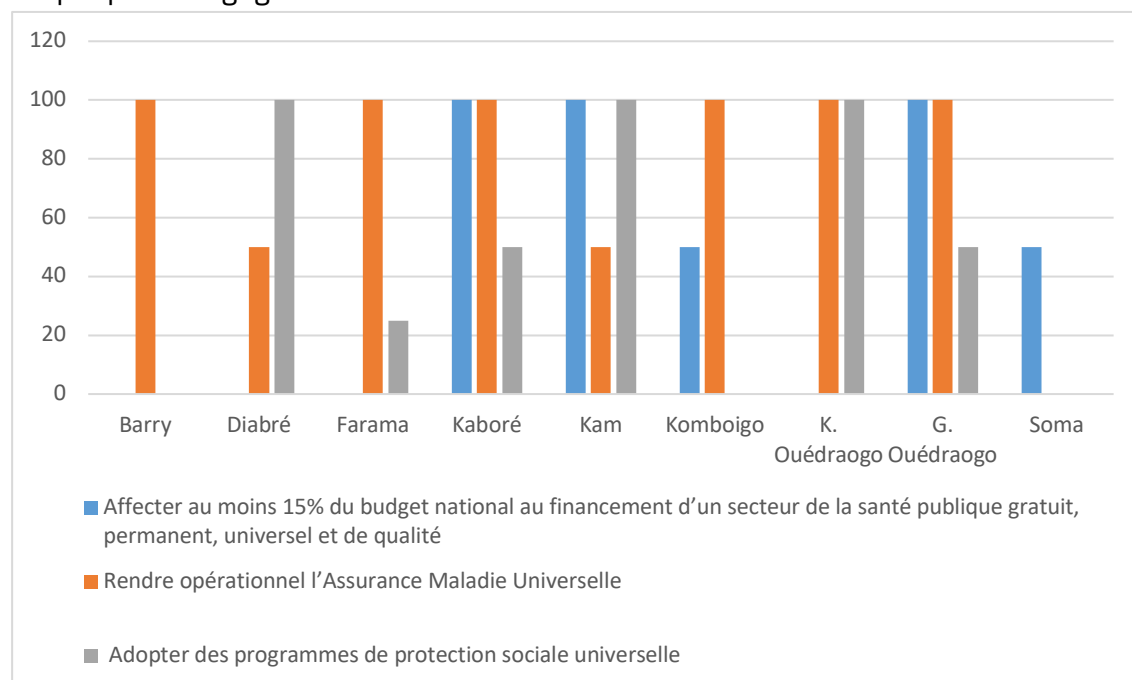
N°	Candidat	Propositions pour l'accès des filles au post-primaire, secondaire et supérieur
1.	BARRY Tahirou	-
2.	DIABRÉ Zéphirin	Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2025
3.	FARAMA Ambroise	-
4.	KABORÉ Rock Marc Christian	-
5.	KAM Yéli Monique	-
6.	KOMBOIGO Eddie	Promouvoir l'accès des filles au post-primaire
7.	OUÉDRAOGO Kadré	-
8.	OUÉDRAOGO Gilbert Noel	Renforcer le Programme spécifique d'incitation à la scolarisation des filles
9.	SOMA Abdoulaye	-

Seulement trois candidats (Zéphirin Diabré, Eddie Komboigo et Gilbert Noel Ouédraogo) ont des propositions dans ce domaine. Gilbert Noel Ouédraogo a une proposition très vague et générale contrairement aux deux autres, dont les propositions laissent apparaître les cycles dans lesquels ils comptent appliquer leur réforme. En suivant, l'engagement des candidats dans ce premier point, il se dégage l'impression que pour eux, les problèmes d'inégalité dans l'accès à l'enseignement post-primaire, secondaire et supérieur est un problème de moindre envergure.

Un système de santé et de protection sociale qui réduit l'écart entre les plus riches et les plus démunis

Ce deuxième n'est pas si différent du premier en terme d'engagement des candidats. Les constants sont que les trois sous-éléments de ce point ne figurent pas dans tous les programmes des candidats, mais aussi que certains engagements sont flous et difficiles à mettre en œuvre. À l'exception des candidats Rock Kaboré, Yéli Monique Kam et Gilbert Ouédraogo, aucun d'autre n'a des propositions sur les trois sous-éléments. Il est à noter que la grande majorité des candidats se sont engagés à affecter 15% du budget national au financement du secteur de la santé, rendre opérationnel l'Assurance maladie comme indiqué dans le Graphique n°2.

Graphique 2. Engagement dans le secteur de la santé

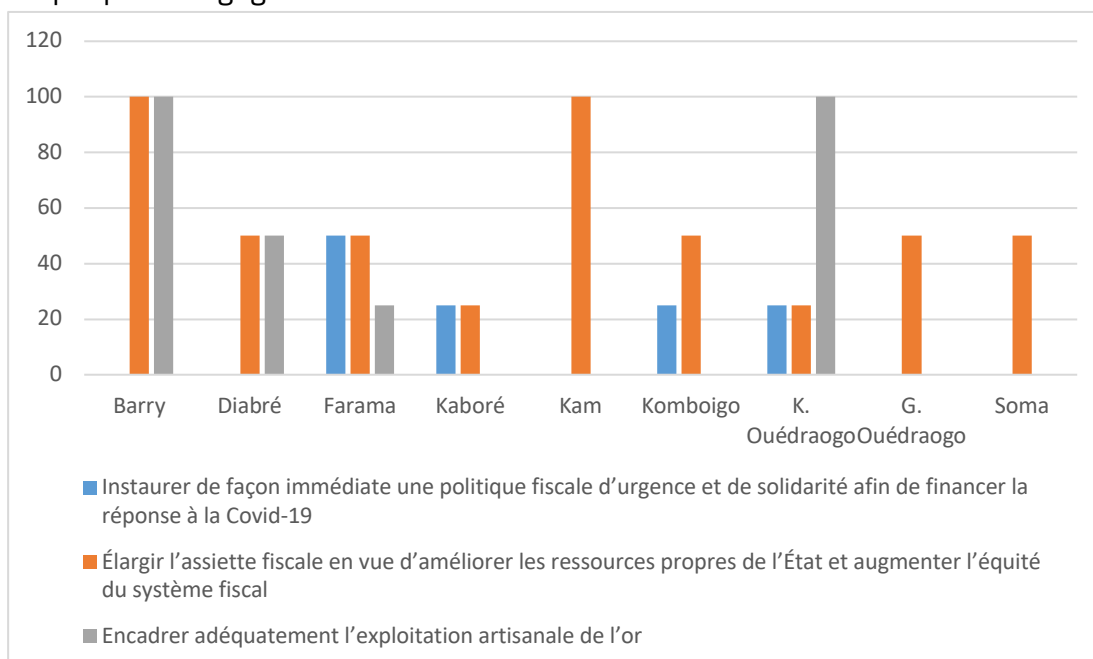


Source : programmes politiques des candidats

Des politiques fiscales plus progressives pour que l'effort budgétaire soit équitablement réparti selon les capacités contributives de chacune et chacun

Au niveau de la fiscalité, les engagements des candidats sont également variés. La tendance observée dès le premier engagement reste : les candidats ne s'engagent pas tous dans les trois sous-éléments du point. Dans ce point, c'est le candidat Ambroise Farama qui se distingue en ayant des propositions dans chacun des trois sous-éléments, mais si celle concernant « Encadre adéquatement l'exploitation artisanale de l'or » reste vague. Le candidat Abdoulaye Soma est le moins engagé dans le secteur de la fiscalité, avec une seule proposition dans les sous-éléments comme détaillé dans le Graphique n°3.

Graphique 3. Engagement dans le secteur de la fiscalité



Source : programmes politiques des candidats

La Covid-19 est ignorée par les différents candidats, à l'exception des candidats Rock Marc Christian Kaboré et Eddie Komboigo. Ceux-ci l'évoquent simplement comme une période difficile que le pays a connu, mais ne s'engagent dans une action spéciale pour restaurer les impacts négatifs de cette pandémie. Le rôle qu'une fiscalité juste et

progressive peut y jouer est essentiel pour mobiliser des recettes additionnelles de façon équitable, afin d'activer des réponses dans le domaine des services essentiels, notamment de la protection sociale et la santé. Dans ce sens, les programmes ne proposent pas d'identifier les entreprises qui ont réalisé des profits plus élevés qu'en période hors pandémie et promulguer un impôt exceptionnel sur ces profits ; ni de refuser le soutien public à des entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale. Il n'est pas proposé également d'assurer la participation active de la population et de la société civile pour s'assurer que les mesures fiscales soient utilisées en réponse à la pandémie et crise postcovid19 selon des mécanismes équitables.

La question de la dette est évoquée par la quasi-totalité des candidats, sauf trois candidats qui n'en disent mot : Tahirou Barry, Rock Marc Christian Kaboré et Abdoulaye Soma. Pour ceux qui en parlent, ce qui ressort, c'est son plafonnement, et la priorisation de l'épure de la dette intérieure, (Gilbert Noel Ouédraogo) et sa maîtrise (Eddie Komboigo) qui sont en question. La soutenabilité de la dette revient ainsi dans le programme de quatre candidats : Zéphirin Diabré, Gilbert Noel Ouédraogo et Eddie Komboigo. Quant au candidat Kadré Ouédraogo, il veut changer le modèle d'endettement en permettant aux collectivités de contracter directement avec des institutions financières internationales.

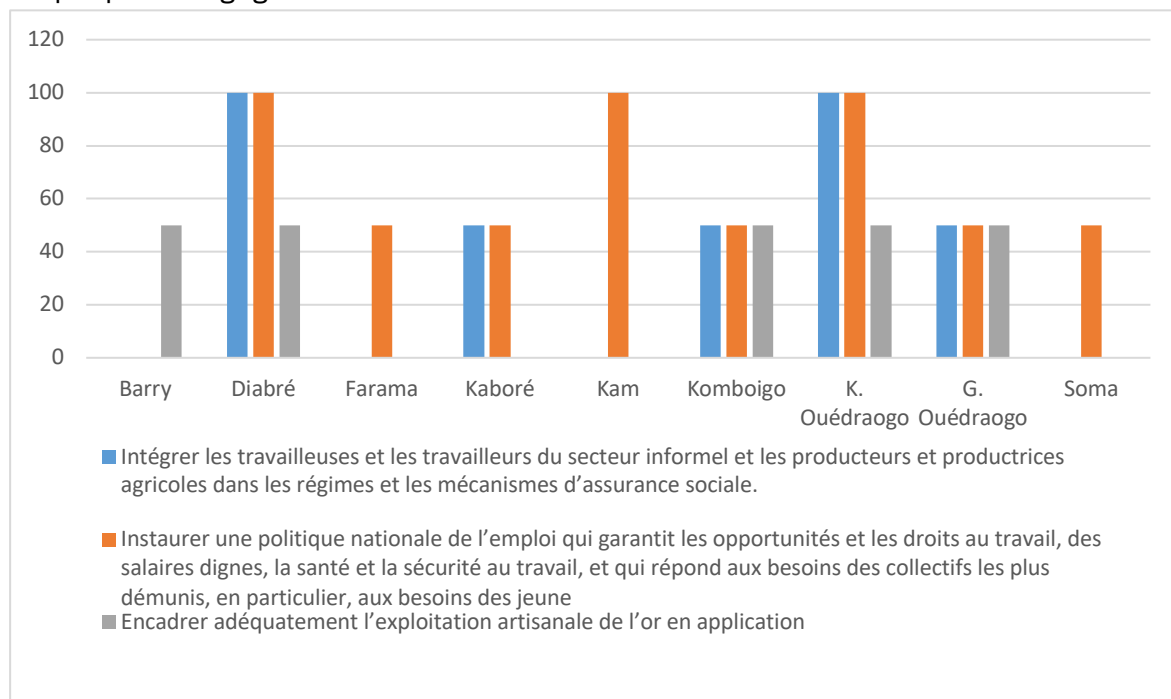
Aucun candidat ne propose une suspension ou un différé du paiement de la dette au regard de la situation économique difficile aggravée par la pandémie de la Covid-19, et pour faire écho aux débats au niveau international sur cette possibilité.

Renforcer la protection des droits du travail et adopter des politiques favorisant un marché du travail inclusif qui assure un travail digne et de qualité, en particulier aux femmes et à la jeunesse

Au niveau de la protection des droits du travail et de l'adoption des politiques favorisant un marché du travail inclusif, les candidats n'ont pas été avares en proposition. À l'exception de quatre candidats (Tahirou Barry, Ambroise Farama, Yéli Monique Kam et Abdoulaye Soma), le reste des candidats ont proposé au minimum deux mesures afin de trouver une solution au problème du secteur. La caractéristique générale des propositions dans ce domaine est le caractère vague. Il y a certes des propositions, mais de manière concrète, on ne voit comment elles peuvent facilement être mises en œuvre.

En plus, on peut retenir qu'il n'y a pas de mesures spécifiques orientées vers les femmes et les jeunes qui sont dans ce domaine, les plus couches les vulnérables.

Graphique 4. Engagement dans le secteur du travail

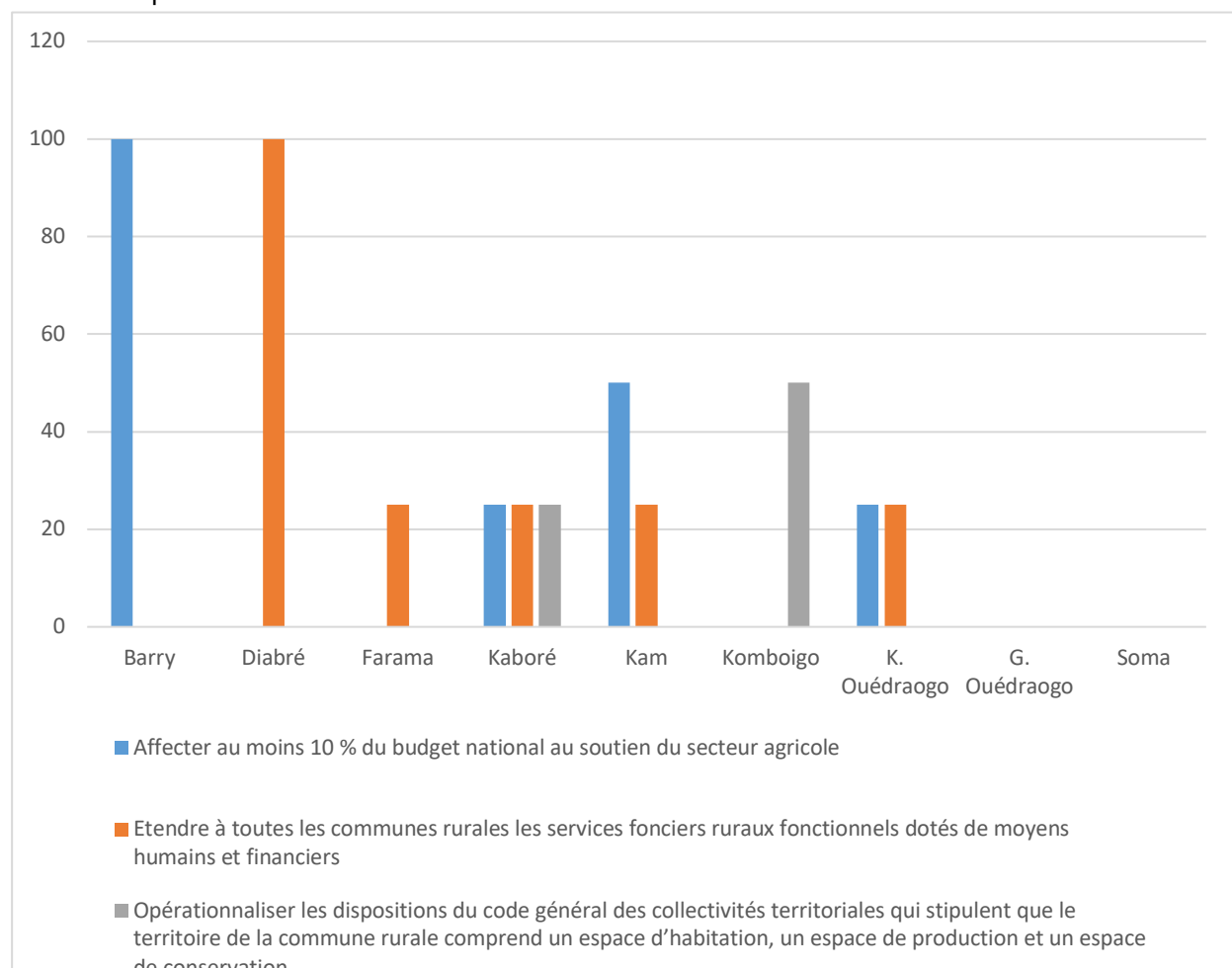


Source : programmes des candidats

Mieux soutenir les politiques agro-sylvo-pastorales, fauniques et halieutiques avec un souci de justice et d'équité afin de mieux accompagner les producteurs et productrices familiaux

Le secteur agricole est le secteur dans lequel les candidats ont pris moins d'engagement. Dans ce secteur, aucun n'a pris d'engagement dans les trois sous-éléments. Un autre élément important ici, c'est que les engagements sont vagues dans leur quasi-totalité. Un candidat, Gilbert Ouédraogo n'a faite aucune proposition dans l'ensemble des trois sous-éléments des politiques agro-sylvo-pastorales. Le Graphique suivant fait la synthèse de l'engagement des candidats dans les politiques agro-sylvo-pastorales.

Graphique 5. Engagement dans le secteur des politiques agro-sylvo-pastorales, fauniques et halieutiques

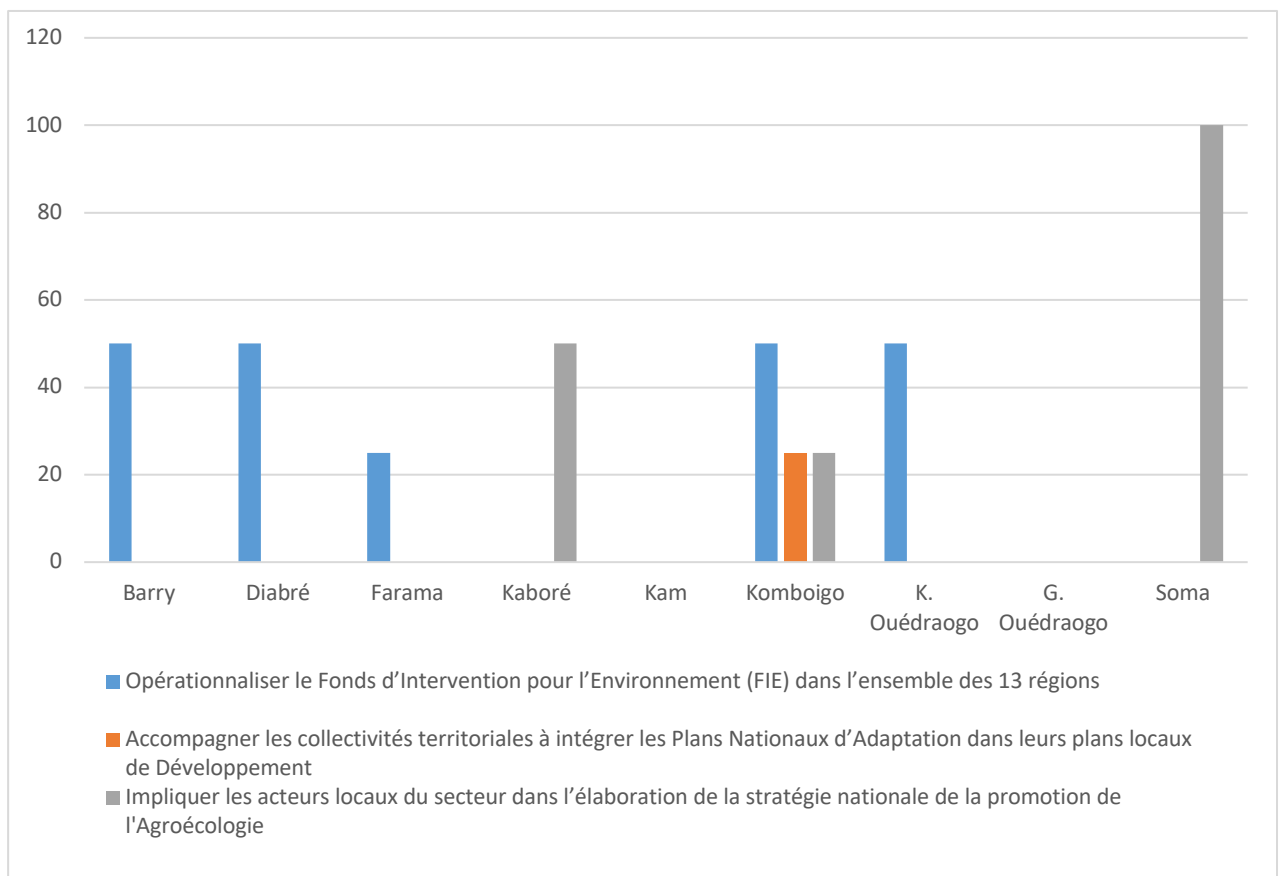


Source : programmes politiques des candidats

Des politiques d'adaptation efficaces face au changement climatique qui renforcent les capacités de prévention et de résilience des populations les plus directement touchées

C'est le secteur dans lequel il y a eu très peu de proposition. Hormis le candidat Komboigo qui a trois propositions dans ce secteur, le reste varie entre une et zéro. Six candidats (Barry, Diabré, Farama, Kaboré, Kadré Ouédraogo et Soma) ont une seule proposition, et deux en ont zéro ; Kam et Gilbert Ouédraogo.

Graphique 6. Engagement dans le secteur du changement climatique



Source : programmes politiques des candidats

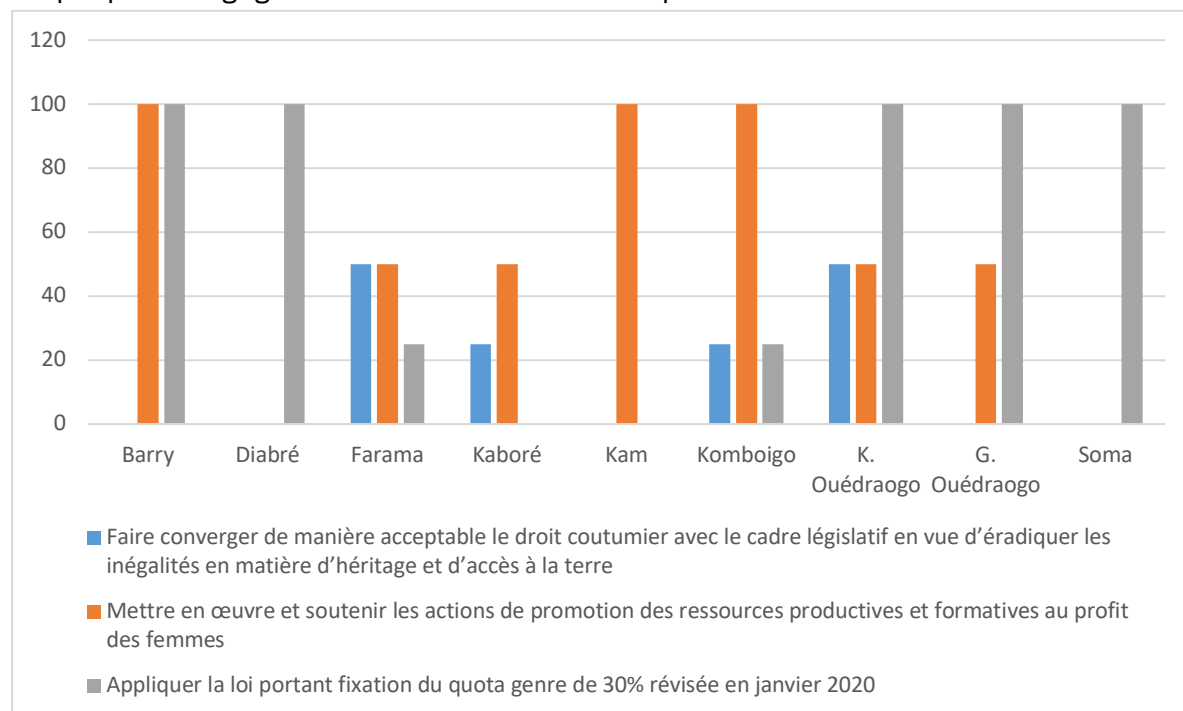
La promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans tous les domaines de la vie

Ce secteur connaît un très faible engagement. On peut classer les candidats en trois catégories :

- Ceux qui ont des propositions dans tous les trois sous-éléments de ce champ. Ce sont les candidats Farama, Komboigo et Kadré Ouédraogo ;
- Ceux qui ont deux propositions sur les trois : ce sont les candidats Barry, Kaboré et Gilbert Ouédraogo ;
- Ceux qui n'ont qu'une seule proposition. On a dans cette classe, les candidats Diabré, Kam et Soma.

Dans le domaine de l'égalité et de genre de l'autonomisation des femmes, les candidats soutiennent deux aspects importants : la mise en œuvre d'action de promotion des ressources productives et formatives en faveur des femmes, l'application de la loi portant fixation du quota genre de 30%.

Graphique 7. Engagement dans le domaine de la promotion de la femme

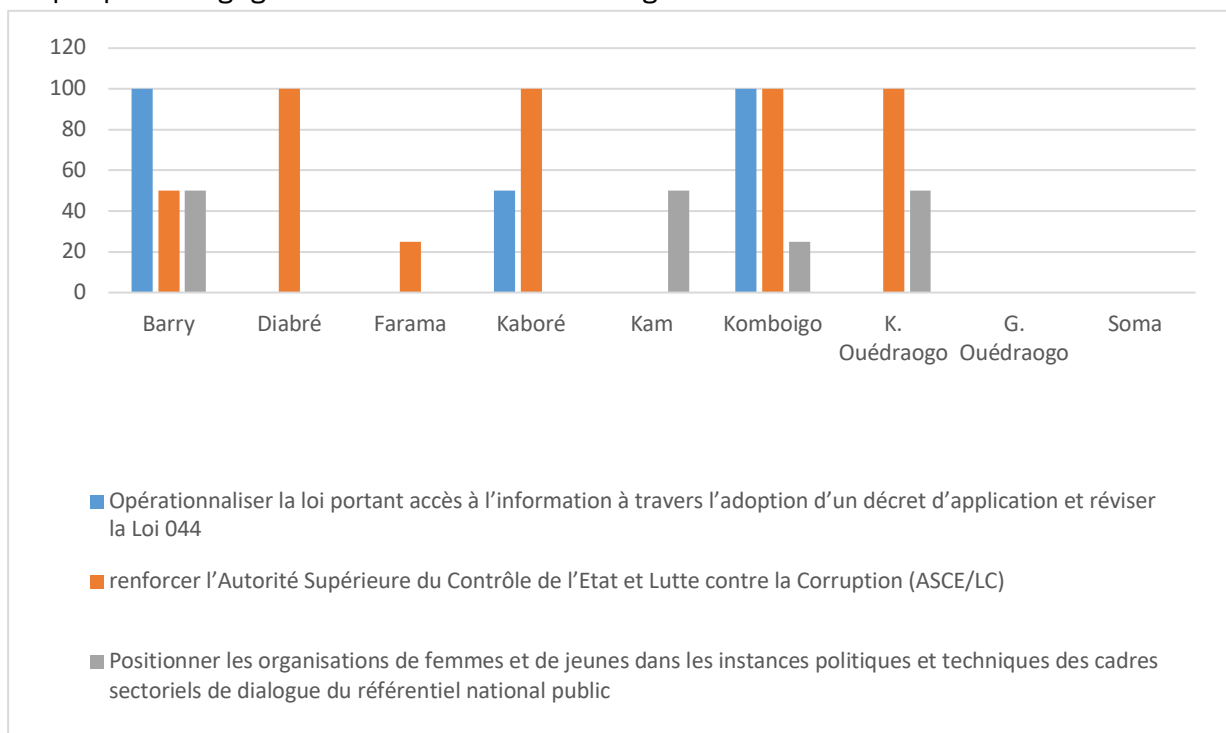


Source : programmes des candidats

Pour une gouvernance inclusive à tous les niveaux de décision et une protection et une extension de l'espace civique

Le niveau d'engagement des candidats dans le secteur de la gouvernance inclusive est moyen. Seulement deux candidats ont pris des engagements dans les trois sous-secteurs : ce sont Barry et Kombogo. Ils sont suivis par les candidats Kaboré et Kadré Ouédraogo. Trois candidats ont une proposition, Diabré, Farama et Kam. Les deux derniers candidats que sont Gilbert Ouédraogo et Soma n'ont aucune proposition en matière de gouvernance inclusive.

Graphique 8. Engagement dans le secteur de la gouvernance inclusive

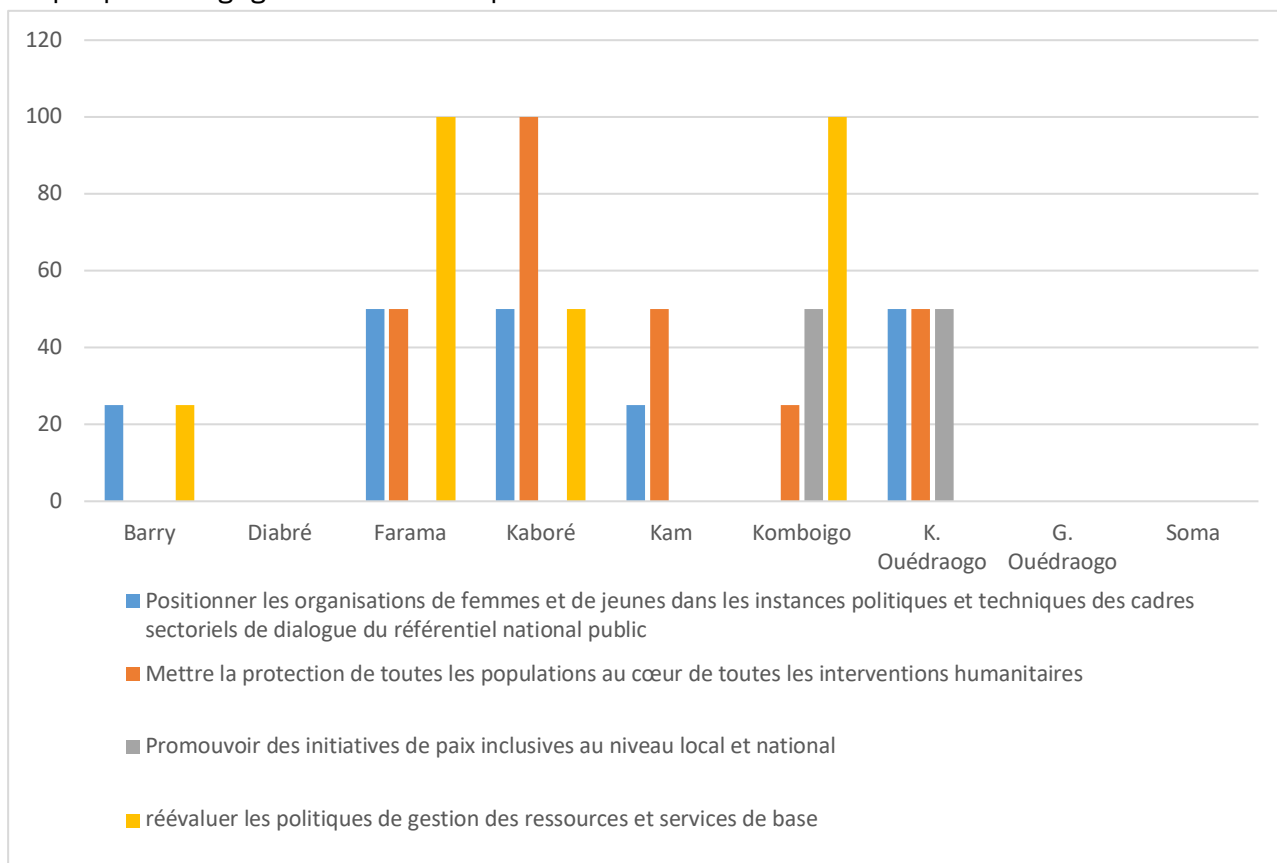


Source : programmes politiques des candidats

Une réponse humanitaire qui répond de façon adéquate, suffisante et redevable aux besoins des plus vulnérables y compris les femmes et des jeunes

Ce secteur est le plus grand de l'ensemble des neuf points. C'est le seul qui a quatre sous-points. En dépit de sa taille importante, il n'a pas connu une profusion de propositions et d'engagements. Trois candidats n'ont aucune proposition dans ce secteur. Ce sont Diabré, Gilbert Ouédraogo et Soma. La candidate Kam a une seule proposition, tandis que le candidat Barry en a deux. Les quatre candidats restant que sont Farama, Kaboré, Komboigo et Kadré Ouédraogo, ont chacun trois propositions.

Graphique 9. Engagement dans la réponse humanitaire



Source : programmes politiques des candidats

Conclusion

L'analyse des programmes montre que les candidats ont un niveau d'engagement assez bon dans la réduction des inégalités. En effet, dans chacun des neuf secteurs dégagés par le Coalition des OSC, chaque candidat a pu prendre plusieurs engagements. Cela constitue un élément central pour pouvoir suivre et demander le respect des engagements pris au candidat qui sera élu le 22 novembre prochain.

Le fait que la signature du Manifeste de la Coalition des OSC soit intervenue après la rédaction des programmes par les partis politiques pourrait expliquer les difficultés qu'on a à retrouver les différents engagements dans les programmes. En effet, il y a des décalages entre les formulations faites par les candidats dans leur programme, et les celles faites par la coalition des OSC dans son Manifeste contre les inégalités. Dans les

programmes de plusieurs candidats, il y a plus d'intention, que de formulation de mesures concrètes à même de prendre en charge les problèmes dans les divers secteurs de la vie.

Un point général qui ressort des différents programmes des candidats est le faible ciblage des groupes vulnérables que sont les femmes et les jeunes. Les candidats n'ont pas de propositions spécifiques pour ces groupes. Ce qui peut être considéré comme la conséquence d'une insuffisante prise de conscience de la question préoccupante des nombreuses inégalités dans lesquelles vivent ces groupes.

Aussi, faut-il souligner que la pandémie de Covid-19 est restée un sujet insuffisamment évoqué et qui laisse dégager l'impression que pour les candidats, elle n'a pas eu d'effets négatifs non seulement sur la situation économique, mais aussi sur le plan social. Ainsi, aucun ne propose un programme de relance économique à partir des conséquences de la pandémie.

En dépit de cette situation, le travail a permis de déceler les engagements des différents candidats en matière de réduction des inégalités et ce document pourrait être considéré comme un document de base pour suivre le vainqueur de l'élection présidentielle dans le déroulement de son programme de société.